



## CONSEIL MUNICIPAL DU 15 NOVEMBRE 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un le quinze novembre à 17 heures, le Conseil municipal de MONTPON-MENESTEROL dûment convoqué s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Madame Rozenn ROUILLER, Maire.

**Date de convocation du Conseil municipal** : 8 novembre 2021

Conseillers en exercice : 29/

Conseillers présents : 17/

Conseillers votants : 20/

**ETAIENT PRESENTS** : Mme Rozenn ROUILLER, Maire, M. Gérard HAERRIG, Mme Séverine GOULARD MASSE, M. Jean-Paul LOTTERIE, Mme Geneviève AUXERRE, MM. Jean-Pierre DEYSSARD, Anthony WILLIAMS, Mme Monique VERT, Adjoints, MM. Georges HERLEMONT, Philippe VERDUN, Alain MICOINE, Laurent MARZAT, Jean-Paul BOURDIE, Mme Nathalie JAVERZAC-MARIGHETTO, M. Vincent LECONTE, Mme Anne GRENET, M. Jean-Jacques MOZE.

**VOTE PAR PROCURATION** : Mme Josette CABROL procuration à Mme Geneviève AUXERRE, Mme Fatima BOUTERFAS procuration à Mme Rozenn ROUILLER, Mme Séverine MAILLARD procuration à M. Philippe VERDUN.

**ETAIENT EXCUSES/ABSENTS** : Mmes Josette CABROL, Fatima BOUTERFAS, Séverine MAILLARD, Laurence LAGOUBIE, MM. Bastien LEDOUX, Franck SALAT, Mme Céline BERNARD, M. Fabrice GUIGNE, Mme Josiane DUHARD, MM. Jean-Luc ROUSSEAU, Thierry CHAZEAU, Mme Isabelle COLEY.

**SECRETAIRE DE SEANCE** : Mme Geneviève AUXERRE.

Le quorum étant atteint, Madame la Maire ouvre la séance.

### • **Approbation du compte-rendu du Conseil municipal du 14 septembre 2021**

Madame la Maire soumet à l'approbation de l'assemblée le compte-rendu du précédent Conseil municipal. Celui-ci est approuvé à l'unanimité.

### • **Procès-verbal d'installation de deux nouveaux conseillers municipaux suite à démission de 2 conseillères municipales.**

Madame la Maire informe le Conseil municipal que :

- Madame Christine BESSEDE élue sur la liste « En action ensemble » a présenté, par courrier, sa démission de conseillère municipale et d'adjointe déléguée pour exercer les fonctions relevant du domaine de la culture et des associations culturelles, adressé à Monsieur le Préfet de la Dordogne en date du 27 Septembre 2021 qui a pris acte de cette démission le 29 septembre 2021
- Madame Delphine GUERY élue sur la liste « En action ensemble » a présenté par courrier sa démission de conseillère municipale déléguée, adressée à Madame la Maire en date du 8 Octobre 2021

Conformément aux règles édictées à l'article L.270 du Code Electoral « le candidat venant sur la liste immédiatement après le dernier élu est appelé à remplacer le Conseiller municipal élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit »

Madame Anne GRENET est donc appelée à remplacer Madame Christine BESSEDE au sein du Conseil municipal ;

Monsieur Jean-Jacques MOZE est donc appelé à remplacer Madame Delphine GUERY au sein du Conseil municipal.

Le tableau du Conseil municipal sera mis à jour et Monsieur le Préfet sera informé de cette modification.

Le Conseil municipal prend acte de l'installation de Madame Anne GRENET et de Monsieur Jean-Jacques MOZE en qualité de Conseillers Municipaux.

#### **84- Détermination du nombre d'adjoints suite à démission du 6<sup>ème</sup> adjoint**

Vu le code des Collectivités locales ;

Vu la délibération N° 33/2020 du 3 Juillet 2020 relative à la détermination du nombre d'adjoints ;

Vu la délibération N° 34/2020 du 3 Juillet 2020 relative à l'élection des adjoints ;

Vu l'arrêté municipal N° G138/2020 portant délégation de fonctions du Maire à Madame Christine BESSEDE, 6<sup>ème</sup> adjointe, déléguée pour exercer les fonctions relevant du domaine de la culture et des associations culturelles ;

Vu la lettre de démission de Madame Christine BESSEDE des fonctions de 6<sup>ème</sup> adjointe en date du 27 Septembre 2021, adressée à Monsieur le Préfet et actée par le représentant de l'Etat le 29 Septembre 2021 ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- De maintenir le même nombre d'adjoints conformément à la délibération du 3 juillet 2020, soit 8 adjoints,
- Que le rang qu'occupera le nouvel adjoint soit le même rang que l'élue dont le poste est devenu vacant (art. L2122-10 du CGCT), soit le 6<sup>ème</sup>.

Délibération adoptée à l'unanimité.

#### **85- Election d'un nouvel adjoint au Maire suite à démission du 6<sup>ème</sup> adjoint**

Vu les délibérations précédentes sur le nombre d'adjoints (8) et sur le rang qu'occupera le nouvel adjoint (6<sup>ème</sup> rang),

Madame la Maire propose à l'assemblée de procéder au vote d'un nouvel adjoint au maire et rappelle que cet adjoint est élu au scrutin secret et à la majorité absolue en remplacement de Madame Christine BESSEDE, 6<sup>ème</sup> adjointe, suite à sa démission.

Après un appel de candidature, la seule candidate est la suivante :  
Madame Anne GRENET

Après dépouillement, les résultats sont les suivants :

- Nombre de bulletins : 20
- Bulletins blancs ou nuls : 0
- Suffrage exprimé : 20
- Majorité absolue : 11

La candidate présentée ayant obtenue la majorité absolue, est proclamée :  
Madame Anne GRENET, 6<sup>ème</sup> Adjointe au Maire.

Le nouveau tableau du Conseil Municipal est annexé à la présente délibération.

### **86- Changement de représentant au Conseil d'Administration du Collège Jean Rostand**

Madame la Maire expose à l'assemblée que dans le cadre de ses fonctions de Conseillère Départementale elle représente le Département au Conseil d'Administration du Collège Jean Rostand et qu'en conséquence elle ne peut pas siéger en qualité de représentante de la commune de MONTPON-MENESTEROL.

Il est donc proposé au Conseil municipal de procéder à son remplacement par Monsieur Jean-Paul LOTTERIE.

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur cette proposition.

Après en avoir délibéré le Conseil municipal décide que Monsieur Jean-Paul LOTTERIE siégera au Conseil d'administration du Collège Jean Rostand.

Délibération adoptée à l'unanimité.

### **87- Approbation du rapport de CLECT**

Monsieur LOTTERIE, Président de la Communauté de Communes Isle Double Landais informe l'assemblée que le cabinet en charge de la CLECT a précisé que le rapport de la CLECT devait être soumis aux Conseils Municipaux avant le vote relatif à la révision des attributions de compensation des communes membres.

Madame la Maire rappelle au Conseil municipal les dispositions de l'article 1609 nonies C – IV du Code Général des Impôts (CGI) qui prévoit que :

- Il est créé entre l'établissement public de coopération intercommunale soumis au régime de la fiscalité professionnelle unique et les communes membres une commission locale chargée d'évaluer, pour chaque compétence transférée à la communauté ou restituées aux communes membres, les transferts ou restitutions de charges attachées à ladite compétence.
- La commission locale chargée d'évaluer les charges transférées ou, le cas échéant, les charges restituées, remet dans un délai de neuf mois à compter de la date du transfert ou de la restitution de compétence un rapport évaluant le coût net des charges transférées ou restituées. Autrement dit, la CLECT doit rendre son rapport avant le 30 septembre 2021. Ce rapport est approuvé par délibérations concordantes de la majorité qualifiée des conseils municipaux (les deux tiers au moins des conseils municipaux des communes représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population), prises dans un délai de trois mois à compter de la transmission du rapport au Conseil municipal par le président de la commission.
- Le rapport est également transmis à l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale.

La Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) s'étant réunie le 02 juillet 2021 pour débattre puis adopter son rapport, et le rapport de CLECT ayant été

transmis aux communes membres par le Président de la commission le 29 septembre 2021, ce dernier est désormais porté à la connaissance du conseil municipal pour adoption.

Le rapport de la CLECT a eu à analyser et traiter deux sujets:-

- ✓ Celui de la restitution de la compétence « Établissements Scolaires » aux communes membres et de l'évaluation des charges restituées correspondantes pour un montant total de 187 295 euros à l'échelle de toutes les communes de la CCIDL, montant qui, en cas d'adoption du rapport de CLECT par les communes membres, viendra se défalquer des attributions de compensation de ces dernières.
- ✓ Celui, dans le cadre de la « révision libre des attributions de compensation (AC) », d'un effort de solidarité de 250 000 € qu'il est demandé aux communes membres de consentir en faveur de la Communauté de Communes de l'Isle Double Landais (CCIDL) par délibérations concordantes du conseil communautaire de la CCIDL à la majorité des deux tiers et des conseils municipaux des communes membres à

la majorité simple et ce en tenant compte du rapport de CLECT conformément au V 1° bis de l'article 1609 nonies C du CGI.

Sur cette base et après avoir pris connaissance du rapport de CLECT, il est demandé désormais aux conseils municipaux d'adopter le rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées du 02 juillet 2021 conformément à l'article 1609 nonies C du code général des impôts.

Vu l'article 1609 nonies C du code général des impôts,

Vu l'article L 5211-5 du Code général des collectivités locales,

Vu le rapport final de la CLECT approuvé à la majorité de la Commission lors de la réunion du 02 Juillet 2021 et envoyé par le Président de la CLECT aux communes membres le 29 Septembre 2021,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal:

- Approuve le rapport de CLECT annexé à la présente délibération qui détermine à la fois l'évaluation des charges transférées au titre de la restitution de la compétence des établissements scolaires aux communes membres et propose une révision libre des attribution de compensation telle que prévue au V 1°bis de l'article 1609 nonies C du CGI visant à l'intégration dans l'attribution de compensation des communes membres d'un fonds de solidarité accordé par ces dernières à la CCIDL à hauteur de 250 000€ .
- Charge Madame la Maire de notifier cette décision à la Communauté de Communes de l'Isle Double Landais.
- Charge Madame la Maire de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Délibération approuvée à l'unanimité.

### **88- Révision libre des attributions de compensation des communes membres**

*Annule et remplace la délibération N° 77/2021*

Madame la Maire rappelle au Conseil municipal qu'en application des dispositions du V de l'article 1609 nonies C du CGI, la communauté de communes verse à chaque commune membre une attribution de compensation.

Les attributions de compensation, qui sont une dépense obligatoire de l'EPCI, permettent de maintenir les équilibres budgétaires des communes membres et de leur EPCI lorsqu'il y a transfert ou restitution de compétences et de charges dans le cadre de la fiscalité professionnelle unique.

Ainsi, selon qu'il s'agisse d'un transfert ou d'une restitution de compétences, l'attribution de compensation est respectivement diminuée ou majorée du montant net des charges transférées par les communes ou restituées à ces mêmes communes sachant que l'attribution de compensation peut être négative en cas de charges transférées plus importantes que les recettes transférées par les communes à la communauté ce qui est le cas pour plusieurs communes membres de la CCIDL.

La Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) qui est chargée de procéder à l'évaluation des charges transférées et restituées, était appelée à se positionner sur l'évaluation des charges restituées aux communes au titre de la compétence « établissements scolaires » le 02 juillet 2021. La CLECT a établi et voté à cette occasion, à la majorité de ses membres, un rapport d'évaluation détaillé sur les transferts/restitutions de compétences et de charges afférentes, lequel a été transmis pour adoption à chaque commune membre de la Communauté de Communes Isle Double Landais qui doit l'adopter dans un délai de trois mois suivant sa transmission.

Outre l'évaluation des charges restituées aux communes au titre de la compétence « établissements scolaires », la CLECT a fait – à l'occasion du rapport de CLECT – une proposition de révision « libre » des attributions de compensation des communes.

En effet, l'article 1609 nonies C-V-1bis du CGI prévoit que *« le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes du conseil communautaire, statuant à la majorité des deux tiers, et des conseils municipaux des communes membres intéressées, en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges »*.

A été proposé, dans ce cadre, par la CLECT la prise en compte dans le calcul des attributions de compensation d'un effort de solidarité des communes membres en faveur de la communauté de communes, à hauteur de 250 000 € afin de permettre à la CCIDL de redresser sa situation budgétaire fragile.

Cet effort demandé est réparti entre les communes membres (avec impact sur les attributions de compensation) de la façon suivante :

**COMMUNE DE MONTPON-MÉNESTÉROL**  
**COMPTE-RENDU DE SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15/11/2021**

	AC 01/01/2016 DEFINITIVES	RESTITUTION CHARGES - ETABLISSEMENT SCOLAIRES (MAJORATION AC)	AC 2021 DEFINITIVES APRES RESTITUTION DES ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	REVISION LIBRE DES AC (EFFORT DE SOLIDARITE DE COMMUNES)	AC 2021 APRES REVISION LIBRE DES AC EN CAS DE MAJORITE REQUISE
ECHOIRGNAC	- 72 138 €	9 057 €	- 63 081 €	- 13 020 €	- 76 101 €
EYGURANDE G.	- 74 794 €	7 509 €	- 67 285 €	- 14 860 €	- 82 145 €
LE PIZOU	- 144 188 €	23 160 €	- 121 028 €	- 30 122 €	- 151 150 €
MENESPLET	- 163 568 €	24 534 €	- 139 034 €	- 39 182 €	- 178 216 €
MONTPON MENESTEROL	- 159 126 €	77 517 €	- 81 609 €	- 88 924 €	- 170 533 €
MOULIN NEUF	29 401 €	25 655 €	55 056 €	- 16 398 €	38 658 €
ST BARTHELEMY DE B.	- 77 520 €	9 249 €	- 68 271 €	- 17 809 €	- 86 080 €
ST MARTIAL D'ARTENSET	137 299 €	10 614 €	147 913 €	- 23 403 €	124 510 €
ST SAUVEUR LALANDE	- 9 338 €	- €	- 9 338 €	- 6 281 €	- 15 619 €
<b>TOTAL AC</b>	<b>- 533 972 €</b>	<b>187 295 €</b>	<b>- 346 677 €</b>	<b>- 250 000 €</b>	<b>- 596 677 €</b>

Pour être prise en compte dans le calcul des attributions de compensation, cette modélisation de l'effort présente au sein du rapport adopté par la CLECT le 02 juillet 2021, nécessite, conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C-V-1 bis du CGI, des délibérations concordantes du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Isle Double Landais et des communes membres.

Par conséquent, il est demandé, par la présente délibération, au Conseil municipal de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, adopter la révision libre proposée par la CCIDL (et modélisé au sein du rapport de CLECT du 02 juillet 2021) de l'attribution de compensation de la commune de Montpon-Ménestérol en tant que commune intéressée.

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code général des impôts et notamment l'article 1609 nonies C V-1° bis du code général des impôts;

Vu le rapport de la CLECT adopté le 02 juillet 2021 et approuvé par la Communauté de communes Isle Double Landais ;

Vu la délibération du Conseil de Communauté en date du 13 juillet 2021 approuvant la révision libre des attributions de compensation des communes membres ;

Vu l'exposé qui précède ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Approuve la fixation libre de l'attribution de compensation de la commune de Montpon-Ménestérol de la façon suivante :

AC au 01/01/2016 définitives :	- 159 126 €
Restitution de charges établissements scolaires (majoration AC) :	77 517 €
AC 2021 définitives après restitution des établissements scolaires :	- 81 609 €
Révision libre des AC (effort de solidarité de communes) :	- 88 924 €
<b>AC 2021</b> après révision libre des AC en cas de majorité requise :	<b>- 170 533 €</b>

- Charge Madame la Maire, ou son représentant ayant reçu délégation, de notifier

cette décision à la Communauté de Communes de l'Isle Double Landais,

- Charge Madame la Maire, ou son représentant ayant reçu délégation, de notifier cette décision aux services préfectoraux et aux services du trésor public.

Délibération approuvée à l'unanimité.

**89- Modification des statuts de la Communauté de Communes Isle Double Landais portant sur le transfert et l'extension des compétences optionnelles liés à la création d'une Maison France Services**

La Maison France Services (MFS) a pour mission d'accueillir, d'orienter et d'aider les usagers dans leurs relations avec les administrations et les services publics notamment. Guichet unique administratif, il donne la possibilité, en un même lieu, d'être accueilli par un agent, d'obtenir des informations et d'effectuer des démarches administratives relevant de plusieurs administrations ou organismes publics.

La MFS n'intervient pas à la place de ces organismes, mais en amont, en soutien des usagers. Elle permet notamment aux usagers d'obtenir des renseignements administratifs, des explications sur le langage administratif et les courriers, de recevoir un accompagnement dans les démarches administratives, d'effectuer des démarches en ligne, de bénéficier d'une aide à la constitution d'un dossier, etc...

La loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) prévoit la possibilité de transférer de nouvelles compétences aux Communautés de communes (art.64 et 66) ; parmi elles, la compétence optionnelle : « création et gestion de maisons de services au public et définition des obligation de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi N° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ».

Conformément aux dispositions de l'article L.5211-17 du CGCT, le transfert de compétence cité en entête suppose l'adoption à la majorité simple par le Conseil communautaire demandant ledit transfert, puis la délibération des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population, avec nécessité d'obtenir la majorité qualifiée : à savoir les 2/3 des conseils municipaux représentant la moitié de la population, avec nécessité d'un vote favorable du Conseil municipal de la commune la plus peuplée.

Vu les articles 64 et 66 de la loi N° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe),

Vu l'article 27-2 de la loi N° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu les articles L-5211-5 et L-5211-17 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Communauté de Communes Isle Double Landais mis à jour par délibération N° 2021-35 du 31 Mai 2021,

Vu le projet de statuts de la CCIDL modifiés,

Considérant la délibération du Conseil Communautaire N° 2019 09 N° 05 du 16 septembre 2019, portant sur le transfert et l'extension des compétences optionnelles à la compétence « création et gestion d'un espace Maison France Services à Montpon », et validant la

modification des statuts communautaires, et ladite délibération a été notifiée au Maire de la Commune,

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Approuve la modification des statuts communautaires par le transfert et l'extension des compétences dites « optionnelles », de la manière suivante : II- Compétences optionnelles 6° des statuts : « Création et gestion d'un espace Maison France Services à Montpon » et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi N° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;
- Approuve les nouveaux statuts de la CCIDL ;
- Donne pouvoir à Madame la Maire pour transmettre la présente délibération au Président de la CCIDL ;
- Donne pouvoir à Madame la Maire pour accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Délibération approuvée à l'unanimité.

### **90- Délégation du Service Public d'Assainissement Collectif - Choix du délégataire et approbation du contrat**

Madame la Maire rappelle que par délibération du 3 mai 2021, le Conseil municipal de la Commune de MONTPON-MENESTEROL a décidé de déléguer, sous la forme d'un contrat de concession de services, le service public d'assainissement collectif, pour une durée de 12 ans à compter du 1er Janvier 2022, à la suite de quoi, une consultation a été organisée dans les formes prévues par le Code Général des Collectivités Territoriales (articles L.1411-1 et suivants, R1411-1 et suivants du Code C.G.C.T.) et conformément au nouveau Code de la Commande Publique applicable à compter du 1<sup>er</sup> avril 2019.

Elle précise que le 28 Mai il a été procédé à la publication des annonces légales dans le SO ainsi que la mise en ligne du dossier de consultation des entreprises sur une plateforme dématérialisée. 3 entreprises se sont manifestées pour une visite des installations du service effectuée le 18 juin 2021.

Suite à cette visite, deux entreprises ont candidaté sur la plateforme dématérialisée et lors de sa réunion du 09 aout la commission de délégation de service public a procédé à l'ouverture des plis : La commission a validé les candidatures des deux sociétés après avoir examiné les pièces apportées et a ensuite chargé le service d'assistance conseil de les analyser. Le 16 aout, la commission a ensuite étudié les offres. Et à partir du 24 aout, elle précise avoir engagé les négociations et discussions pour aboutir à la présentation du rapport du choix du délégataire au Conseil Municipal le 15 novembre 2021.

Madame la Maire rappelle que la caractéristique principale de la délégation est une concession de service de 12 ans, avec actuellement 1820 abonnés et 147 000 m3 facturés. Le marché inclue des critères de performance technique et financière, le renouvellement des installations, les travaux réalisés par le délégataire. Le marché est estimé à une enveloppe maximale de concession sur 12 ans de 3 350 000 €.

Les dossiers portés par les entreprises doivent contenir entre autres :

- un mémoire technique,
- un projet de contrat et un projet de règlement de service,
- un compte prévisionnel d'exploitation
- un plan prévisionnel de renouvellement.

Les paramètres de choix se sont portés sur

- les moyens humains et matériels affectés au service,



- les engagements techniques,
- l'organisation du service et relation avec les usagers et la collectivité
- les conditions financières,
- la cohérence et transparence des comptes d'exploitation prévisionnel.

Les propositions initiales faites par chaque candidat ont été synthétisées dans un tableau comparatif extrêmement rigoureux. A l'issue de cette première proposition, par rapport au tarif actuel, la différence de redevance par rapport à l'actuelle était de 7.9% pour un candidat et de 19.1% pour le second. La phase de discussion avec les candidats est alors intervenue. Un complément d'information a été demandé aux deux entreprises afin de préparer la première audition du 08 septembre. Des compléments d'informations ont ensuite été adressés aux deux sociétés demandant de confirmer les points abordés lors de l'audition. Une seconde audition s'est déroulée le 4 octobre pour préciser les attentes de la collectivité. Les entreprises ont toujours été reçues par ordre alphabétique et c'est le 14 octobre que l'offre finale a été remise.

Les compléments d'information ont porté sur la consommation électrique, les refus de dégrillage et l'élimination des graisses, la main d'œuvre affectée au contrat....

Les offres finales pour les deux candidats ont mis en évidence une nette diminution des charges par rapport aux propositions initiales. La consommation moyenne par foyer est de 120 m<sup>3</sup>. En prenant une assiette de facturation unique, la redevance AGUR est moins chère de 7.8 % par rapport à l'offre actuelle alors que celle de Suez est plus chère de 5.1%. soit une différence de 12.9% entre les deux offres, quasi 13%...

Elle explique qu'outre ces chiffres bruts, des éléments concordants ont motivé sa décision

- L'expérience de l'entreprise
- Les moyens techniques et humains et la garantie d'une qualité de service pour les administrés
- L'offre de renouvellement,
- Le point d'accueil physique sur la commune,
- Le diagnostic permanent conforme et l'engagement de 65% de réduction des eaux parasites
- La volonté de transparence et le respect du cahier des charges,
- L'offre tarifaire avec une baisse sensible de la part d'exploitation va permettre à la commune une meilleure maîtrise du budget assainissement qui est autonome et d'envisager de nouvelles tranches d'assainissement.

La commission prévue par l'article L 1411.5 du Code Général des Collectivités Territoriales a ouvert les plis, le 09 août 2021.

Les documents sur lesquels doit se prononcer le Conseil municipal ont été transmis à ses membres dans les délais prévus par l'article L 1411.7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Au vu de l'avis de la commission et après négociation, Madame la Maire a procédé au choix de l'entreprise **AGUR**, pour les motifs exposés dans son rapport.

Madame la Maire soumet ce choix au vote de l'assemblée.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Décide de déléguer le service public d'assainissement collectif de la Commune de MONTPON-MENESTEROL à la société **AGUR**, pour une durée de 12 ans à compter du 1<sup>er</sup> Janvier 2022.
- Approuve le projet de contrat de délégation du service public d'assainissement collectif.
- Autorise Madame la Maire à signer les pièces nécessaires à son exécution.

Délibération approuvée à l'unanimité.

### **91- Règlement du Service Public d'Assainissement Collectif**

Madame la Maire rappelle que conformément à l'article L2224-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, Les communes et les groupements de collectivités territoriales, doivent établir, pour chaque service d'eau ou d'assainissement (Collectif et non collectif) dont ils sont responsables, un règlement de service définissant, en fonction des conditions locales, les prestations assurées par le service ainsi que les obligations respectives de l'exploitant, des abonnés, des usagers et des propriétaires.

Elle explique qu'il convient d'adopter un nouveau règlement du service public d'assainissement collectif, afin de prendre en compte les dispositions et obligations réglementaires nouvelles et celles prévues par le nouveau contrat de délégation.

Madame la Maire donne lecture du projet de règlement du service public d'assainissement collectif.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Adopte le règlement du service public d'assainissement collectif, applicable à compter de l'entrée en vigueur du nouveau contrat de délégation.
- Confirme, que conformément à l'article 5.1 du nouveau contrat de délégation :
  - Le règlement du service sera mis à disposition des abonnés (consultation et téléchargement) sur le site internet du délégataire
  - Une information relative à la mise à disposition et accès au règlement du service sera jointe à la première facture ou lors de toute demande d'abonnement au service.
  - Le délégataire adressera en outre le règlement du service sous format papier à tout abonné qui en fera la demande.

Délibération adoptée à l'unanimité.

### **92-Assujettissement du Budget du Service Public d'Assainissement Collectif à la TVA conformément au BOFIP (Bulletin Officiel des Finances Publiques)**

Madame la Maire rappelle que, conformément au bulletin officiel des finances publiques, les collectivités qui, pour l'exploitation d'un service public en délégation, mettent à disposition de l'exploitant les investissements qu'elles ont réalisés, sont assujetties à la TVA lorsque cette mise à disposition intervient à titre onéreux alors qu'antérieurement, elles étaient considérées comme intervenant en tant qu'autorité publique et non assujetties à ce titre.

Par conséquent, ces collectivités peuvent déduire la TVA grevant les dépenses engagées pour la réalisation de cette activité selon les modalités prévues par le droit commun et la procédure de transfert est désormais limitée aux seules hypothèses dans lesquelles les investissements sont mis à la disposition du délégataire à titre gratuit ou contre une redevance trop faible pour établir un lien direct entre la rémunération et la mise à disposition.

Ce nouveau dispositif est applicable à toutes les conventions de délégation de service public conclues à compter du 1er janvier 2014.

Dans le cadre de ce nouveau dispositif, lorsqu'une collectivité perçoit une redevance d'affermage en contrepartie de la mise à disposition des investissements, elle doit acquitter la TVA sur cette redevance au taux normal.

La collectivité est, dans ce cas, assujettie et redevable de la TVA, peut dès lors, déduire par la voie fiscale, la TVA grevant les dépenses engagées pour la réalisation de cette activité et la procédure de transfert du droit à déduction par le délégant au profit du délégataire n'est plus applicable.

Cette disposition réglementaire concerne le service public délégué d'assainissement collectif de la Commune de MONTPON-MENESTEROL et a été intégrée dans le nouveau contrat de délégation qui entrera en vigueur le 01/01/2022.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Assujettit le budget annexe de l'assainissement collectif à la T.V.A. conformément au BOFIP, à compter du 1er janvier 2022.
- Autorise Madame la Maire à procéder aux formalités d'immatriculation auprès du service des impôts des entreprises de PERIGUEUX, territorialement compétent.
- Autorise Madame la Maire à demander et signer les déclarations de T.V.A.

Délibération adoptée à l'unanimité.

### **93- Suppression de poste**

Madame la Maire rappelle que lors de la séance du Conseil municipal du 17 Août dernier elle informait l'assemblée de la procédure engagée pour mettre fin au détachement du Directeur Général des Services.

Elle précisait que la date d'effet de décharge de fonctions était fixée au 1<sup>er</sup> Novembre 2021. Cette échéance atteinte, la procédure engagée entraîne la suppression du poste d'Attaché.

Il est précisé que le Comité Technique réuni le 15 novembre 2021 a émis un avis favorable à l'unanimité sur cette question.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Approuve la suppression du poste d'Attaché,
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document relatif à cette question.

Délibération approuvée à l'unanimité.

### **94- Prise en charge par la Commune des frais d'adhésion des agents au CDAS pour l'année 2022**

Placé auprès du Centre de Gestion de la Dordogne, le CDAS délivre aux agents de la collectivité des prestations d'action sociale en contrepartie d'une cotisation individuelle annuelle de 26 €. Afin de garantir l'accès du plus grand nombre d'agents à ces prestations, il est proposé au Conseil municipal de renouveler pour l'année 2022, la prise en charge des cotisations individuelles par la commune.

Il est précisé que le Comité Technique réuni le 15 novembre 2021 a émis un avis favorable à l'unanimité sur cette question.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Valide le renouvellement de cette prise en charge ;

- Autorise Madame la Maire à inscrire au budget 2022 le montant de cette dépense ;
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document relatif à cette question.

Délibération adoptée à l'unanimité.

### **95- Mise à disposition d'un agent à la CCIDL dans le cadre de la compétence scolaire – Renouvellement**

Par délibération du 6 Juin 2018, la commune actait la mise à disposition à la CCIDL d'un animateur sportif, Monsieur Philippe GIMENEZ, dans le cadre de la compétence scolaire de l'EPCI et à hauteur de 16 heures par semaine sur les 36 semaines d'école soit pour l'année scolaire 2021/2022.

Ce temps de travail de 16 heures hebdomadaires sera remboursé à la commune par la CCIDL.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Autorise Madame la Maire à signer la nouvelle convention de mise à disposition de l'animateur sportif de la commune à la CCIDL pour l'année scolaire 2021/2022 dans les conditions détaillées ci-dessus ;
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de cette affaire.

Délibération adoptée à l'unanimité.

### **96- Demande de financement du poste de chef de projet « Petites Villes de Demain » auprès de l'Etat**

Madame la Maire laisse la parole à Monsieur DEYSSARD.

Vu la délibération du 03 Mai 2021 actant la création d'un emploi non permanent au sein des services de la commune de Montpon-Ménestérol relevant de la catégorie hiérarchique A, sur la base du grade d'attaché, afin de mener à bien l'opération suivante : « Petites villes de demain ».

Il rappelle que l'agent recruté sur cet emploi est exclusivement dédié au dispositif « Petites Villes de Demain » et est chargé des fonctions suivantes :

- Participer à la conception ou à l'actualisation du projet de territoire,
- Mettre en œuvre le programme d'actions opérationnel,
- Organiser le pilotage et l'animation du programme avec les partenaires,
- Contribuer à la mise en réseau nationale et locale.

La rémunération de l'agent est fixée sur la base de la grille indiciaire relevant du grade de recrutement d'attaché. Elle est calculée par référence à l'indice brut 525, indice majoré 450 de ce grade de recrutement.

La rémunération de cet agent peut être prise en charge par l'Etat à hauteur de 75% du salaire net.

Il est proposé au Conseil municipal d'acter le plan de financement permettant à la collectivité de solliciter la participation de l'Etat pour la période du 01 Juin 2021 au 31 Mai 2022.

**COMMUNE DE MONTPON-MÉNESTÉROL**  
**COMPTE-RENDU DE SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15/11/2021**

Ainsi, le plan de financement prévisionnel est le suivant :

DEPENSES	MONTANT	RECETTES	MONTANT
Rémunération	20 000,00 €	Etat (75%)	15 000,00 €
		Autofinancement	5 000,00 €
<b>TOTAL</b>	<b>20 000,00 €</b>	<b>TOTAL</b>	<b>20 000,00 €</b>

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Approuve le plan de financement tel que présenté,
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche permettant d'obtenir les financements mentionnés et à signer tout document relatif à cette question

Délibération approuvée à l'unanimité.

**97- Approbation d'un projet de construction d'une ombrière de parking avec une couverture photovoltaïque**

Madame la Maire laisse la parole à Monsieur WILLIAMS qui présente au Conseil municipal le projet proposé par la société dénommée BAT ENR SOL PÉRIGORD, société par actions simplifiée au capital de 10 000 euros, ayant son siège social 78 Rue Victor Hugo à PÉRIGUEUX (24000), immatriculée au RCS de PÉRIGUEUX sous le numéro 852 506 419, représentée par Monsieur Daniel FENAUX en qualité de Directeur Général de la société SEM 24 PÉRIGORD ÉNERGIES, Présidente de ladite Société.

Le projet consiste en la construction d'une ombrière de parking dont la toiture sera couverte par une centrale photovoltaïque d'une puissance de 100 kWc.

Le projet se trouvera sur la parcelle cadastrée AE 319 appartenant à la commune de MONTPON-MENESTEROL et située à l'adresse suivante :

Rue du 19 mars 1962  
24700 MONTPON-MENESTEROL

La commune sera donc amenée à signer un bail à construction avec cette société.

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal approuve le projet de construction d'une ombrière de parking avec une couverture photovoltaïque telle que détaillé ci-dessus.

Délibération approuvée à l'unanimité.

**98- Guichet unique de la saisine par voie électronique relative aux autorisations du droit des sols**

Vu l'article L112-8 du Code des relations entre le public et l'administration qui institue la possibilité pour les usagers de saisir l'administration par voie électronique (SVE) ;  
Vu l'article L423-3 du code de l'urbanisme ;

Vu le décret n° 2021-981 du 23 juillet 2021 portant diverses mesures relatives aux échanges électroniques en matière de formalité d'urbanisme et précisant que "les évolutions réglementaires nécessaires afin, d'une part, d'articuler le contenu du code de l'urbanisme avec les dispositions du code des relations entre le public et l'administration en matière de saisine par voie électronique et, d'autre part, de sécuriser les échanges électroniques entre les entités impliquées dans l'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme" ;

Considérant qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022, toutes les communes devront être en mesure de recevoir sous forme électronique (SVE) les demandes d'autorisation d'urbanisme déposées par les usagers.

La Maire rappelle à l'assemblée que le service urbanisme de la Commune instruit les autorisations du droit des sols depuis mars 2021. Il utilise le logiciel Cart@ds, mis à la disposition de la commune par l'Agence Technique Départementale.

Un téléservice dédié à la saisine par voie électronique des autorisations d'urbanisme est issu de ce logiciel.

L'adresse de connexion est la suivante : <https://atd24.geosphere.fr/guichet-unique>. Elle sera intégrée sur le site internet de la commune et sera disponible sur le portail citoyen territorial (<https://demarches.dordogne.fr/>) mis à disposition par le département de la Dordogne.

La Maire propose que ce guichet unique soit le seul autorisé par la commune pour le dépôt numérique des autorisations d'urbanisme.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal se prononce sur le fait que la saisine par voie électronique relative aux autorisations du droit des sols ne sera possible que via le guichet unique : <https://atd24.geosphere.fr/guichet-unique>,

Délibération adoptée à l'unanimité.

## **99- Convention de partenariat au « Paquet Energie Climat 2021-2023 » entre la commune et le SDE 24**

Madame la Maire donne lecture au Conseil municipal de la convention de partenariat « Paquet Energie - Climat » proposée par le SDE 24.

Cette proposition fait suite aux lois « Transition Energétique pour la Croissance Verte » (2015) et « Energie Climat » (2019) par lesquelles des objectifs ambitieux en matière d'économie énergie, de réduction des émissions de gaz à effet de serre et de production d'énergie renouvelable sont fixés aux territoires. Les EPCI sont désignés coordinateurs de la Transition Energétique sur leur territoire par la loi.

Le SDE 24 a développé depuis plusieurs années, un service de « Conseil en Energie Partagé » afin de mutualiser l'ingénierie technique au service des communes et EPCI de la Dordogne.

Aussi, cette convention permettra à la commune de bénéficier de l'expertise technique, juridique et administrative des services du SDE 24 en matière d'énergie à travers :

- les bilans et suivis de consommations énergétiques sur votre commune ;
- les audits énergétiques préalables à la rénovation de bâtiments ;
- les Certificats d'Economie d'Energie ;
- la réalisation d'études de production photovoltaïque en toiture de bâtiments ;

- des études de faisabilité d'intégration d'énergies renouvelables thermiques aux bâtiments.

Cette adhésion comprend pour la 1<sup>ère</sup> année le bilan énergétique et pour les deux prochaines un suivi énergétique complet.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Autorise Madame la Maire à signer la convention « Paquet Energie Climat 2021-2023 » avec le SDE 24
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de cette affaire.

Délibération adoptée à l'unanimité.

### **100- TÉLÉTHON 2021 – reversement de fonds à l'Association Française de Myopathie**

Dans le cadre du Téléthon 2021, qui aura lieu nationalement les 3 et 4 Décembre 2021, il est proposé de faire participer la commune de MONTPON-MÉNESTÉROL en reversant les recettes nettes des séances de cinéma des 3 et 4 décembre 2021 à l'Association Française de Myopathie.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Se prononce favorablement sur le principe du don à l'Association Française de Myopathie dans le cadre du Téléthon 2021,
- Autorise Madame la Maire à faire procéder au versement de la somme correspondant aux bénéfices des séances de cinéma des 3 et 4 décembre 2021 à l'AFM,
- Autorise Madame la Maire à signer tout document relatif à cette question.

Délibération adoptée à l'unanimité.

### **101- Budget 2021 – Association « Union Cycliste Montponnaise » - demande de subvention exceptionnelle**

Dans le cadre du budget 2021, Madame la Maire propose d'accorder une subvention exceptionnelle de 1 500 € à l'Association « Union Cycliste Montponnaise » de Montpon pour l'organisation du cyclo-cross qui aura lieu le 28 Novembre 2021 à Vauclaire.

La somme de 1 500 € est à déduire de l'article intitulé « divers Montpon » inscrit au budget 2021.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Autorise Madame la Maire à verser la subvention exceptionnelle proposée dans les conditions ci-dessus,
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document dans le cadre de cette question

Délibération adoptée à l'unanimité.

### **102- Gratuité d'un mois de loyer en compensation de travaux**

Le logement n°5 situé au 33 rue Paul Emile Victor est loué depuis le 25 Août 2021 à Monsieur Benjamin HAUTIER.

**COMMUNE DE MONTPON-MÉNESTÉROL**  
**COMPTE-RENDU DE SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15/11/2021**

Ce dernier propose de faire des travaux de réaménagement de la cuisine dans le logement, les matériaux étant fournis par la commune.

En contrepartie, la commune accepterait la gratuité d'un mois de loyer soit la somme de 369,53 € (loyer de 354,53 € et charges 15 €).

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal adopte à l'unanimité la gratuité d'un mois de loyer en compensation de travaux.

**103- BUDGET ASSAINISSEMENT - Décision modificative N° 3**

*Annulation de la DM N° 2 / Délibération N° 66/2021*

Lors du Conseil municipal du 12 Juillet 2021, l'assemblée a validé la Décision Modificative N° 2

Inscrite au Budget Assainissement relative à une opération comptable à réaliser suite à la renégociation de l'emprunt contracté pour le financement de la Station d'Épuration.

Il a été constaté que cette DM comportait une erreur matérielle. En effet les chapitres 023/021 affichaient une modification de 108 301,21 € alors que leur prévision n'était que de 66 000 €.

Il convient donc d'annuler la Décision Modificative N° 2 par les opérations suivantes :

<b>Virements de crédits n° 3 Budget Assainissement</b>	Diminution sur crédits déjà alloués			Augmentation des crédits		
	Compte	Fonct	Montant	Compte	Fonct	Montant
Virement à la section d'investissement				023		108 301,21
Autres charges financières	6688		108 301,21			
<b>Fonctionnement Dépenses</b>			<b>108 301,21</b>			<b>108 301,21</b>
Virement de la section de Fonctionnement				021		108 301,21
Emprunts	1642		108 301,21			
<b>Investissement Recettes</b>			<b>108 301,21</b>			<b>108 301,21</b>

Le Conseil municipal est appelé à se prononcer sur cette question.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal valide la décision modificative telle que détaillée ci-dessus.

Délibération adoptée à l'unanimité.

**104- BUDGET PRINCIPAL - Décision modificative N° 1**

Madame la Maire explique que suite aux mouvements du Chapitre 014 en Dépenses de Fonctionnement, à savoir :

Articles		Prévision 2021	Réalisé 2021
<b>Article 739211</b>	Attribution de compensation	160 000 €	170 533 €



**COMMUNE DE MONTPON-MÉNESTÉROL**  
**COMPTE-RENDU DE SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15/11/2021**

<b>Article 739223</b> Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales (FPIC)	20 000 €	10 603 €
--	----------	----------

Il convient de réaliser l'augmentation de crédits suivantes :

<i>Décision Modificative N°1</i> <i>Budget Principal</i>	DEPENSES			RECETTES		
Intitulé	Chapitre Article	Fonct	Montant	Chapitre Article	Fonct	Montant
Attribution de compensation	739211	01	1 140,00			
Fonctionnement Dépenses			1 140,00			
Produits exceptionnels				7788	01	1 140,00
Fonctionnement Recettes						1 140,00

Le Conseil municipal est appelé à se prononcer sur cette question.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal valide la décision modificative telle que détaillée ci-dessus.

Délibération adoptée à l'unanimité.

### **105- Transport Scolaire – Participation au coût des transports**

Dans le cadre de l'organisation du service de transport scolaire pour l'année 2020/2021, et dans un souci de maintenir la gratuité de l'accès à l'école, il est proposé comme l'an passé de rembourser aux familles de Montpon-Ménestérol le montant de la participation qu'elles ont versée au Syndicat Intercommunal Scolaire (SIS) Montpon-Villefranche. Le montant de cette participation est de 30 ou 50 € par enfant en fonction du quotient familial calculé en 2019/2020.

Le Conseil municipal est invité à se prononcer sur cette question.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal approuve le remboursement du montant de participation aux familles Montponnaises.

Délibération approuvée à l'unanimité.

### **106- Convention « Chats libres » - 30 Millions d'Amis**

Monsieur WILLIAMS explique que l'estimation du nombre de chats inscrite sur la convention 2021 de stérilisation et d'identification des chats errants sur la commune de MONTPON-MENESTEROL s'est avérée insuffisante. Au vu du nombre de chats signalé errants à ce jour, il conviendrait de signer un avenant à cette convention pour 30 stérilisations et identifications supplémentaires.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal autorise Madame la Maire à signer l'avenant pour 2021.

Délibération adoptée à l'unanimité.

**107- Convention de mise à disposition du restaurant de la Base de Loisirs de Chandos**

Il est proposé au Conseil municipal d'autoriser Madame la Maire à signer une convention de mise à disposition d'un emplacement et de matériel, à Madame Odile FOUCRAY pour assurer une activité de type, snack à emporter, « Le Chalet sucré » sur le site de la base de loisirs de Chandos

La convention serait consentie du 20 Novembre 2021 au 22 Mai 2022 inclus, moyennant un tarif de 30 € mensuels pour les mois de Décembre 2021 à Avril 2022. Les mois de Novembre 2021 et Mai 2022 ne seraient pas facturés.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Autorise Madame la Maire à signer la convention proposée dans les conditions ci-dessus ;
- Autorise Madame la Maire à effectuer toute démarche et à signer tout document relatif à cette décision.

Délibération adoptée à l'unanimité.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h37.

La Maire,

Rozenn ROUILLER